

Racisme anti-blanc : la flagrante dérobade de Jean-Marc Ayrault

Lors d'un récent débat télévisé, Jean Marc Ayrault a refusé de reconnaître la réalité du racisme anti Blancs, malgré l'insistance du journaliste qui l'interrogeait. Cette dérobade flagrante du premier ministre face à ce grave problème de société, dénoncé récemment par Jean-François Copé, en dit long sur le désarroi de la classe politique dès lors qu'on évoque l'échec de l'intégration et le comportement rebelle de certaines minorités qui rejettent nos valeurs républicaines. En avançant l'éternel refrain de l'apaisement pour « ne pas stigmatiser et ne pas diviser », le premier ministre confirme la politique du renoncement permanent qui a échoué depuis trente ans et nous a conduits dans une impasse.

Cette politique d'abandon de l'autorité de l'Etat, qui a fait de la tolérance à sens unique un mode principal de gouvernance, a eu pour effet de diviser au lieu de rassembler et d'attiser les rancoeurs au lieu de les apaiser. Le droit à la différence a conduit à la différence des droits, au point que certaines minorités, trop souvent au dessus des lois, sont devenues les protégées de la république, un véritable contre modèle d'égalité républicaine. Au nom de la diversité, on a confondu acceptation de l'autre et renoncement à nos valeurs. Mais on ne règle pas les problèmes en pratiquant la politique de l'autruche et en légiférant pour faire taire ceux qui dénoncent les effets pervers d'une société multiculturelle. Nier la réalité conduit toujours droit dans le mur.

Si monsieur Ayrault n'a pas encore compris que de plus en plus d'immigrés ne se sentent pas Français et refusent de s'intégrer, je l'invite à regarder à nouveau la photo de la Bastille qui a fait le tour du monde au lendemain des

élections. Sur la centaine de drapeaux qui flottaient ce soir là pour fêter la victoire de François Hollande, deux ou trois seulement étaient des drapeaux tricolores, les autres venant de la plupart des pays arabes et africains. C'est là le résultat de trente années de laxisme et de capitulation totale d'un Etat trop faible pour se faire respecter. Nos politiques savent pourtant très bien que ce pays finira par exploser sous la pression d'une immigration incontrôlée, mais ils espèrent simplement que ce sera le plus tard possible. Après moi le déluge ! Tel est le triste héritage que nous lèguerons par lâcheté aux générations futures.

Jacques Guillemain